

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 14/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOPREMA SAS

162 allée de la traillle
Parc d'activités des Becassières
84700 Sorgues

Références : D-0098-2023

Code AIOT : 0006406615

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2022 dans l'établissement SOPREMA SAS implanté 162 allée de la traillle Parc d'activités des Becassières 84700 Sorgues. L'inspection a été annoncée le 11/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite de recollement suite à la mise en demeure de l'établissement le 21 mai 2021 pour une installation photovoltaïque non conforme.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPREMA SAS
- 162 allée de la traillle Parc d'activités des Becassières 84700 Sorgues
- Code AIOT : 0006406615
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Soprema basée à Sorgues est une entité d'un groupe qui compte 67 sites de production à travers le monde. Le site de Sorgues est dédié à la fabrication et à la revente de membranes bitumineuses pour le bâtiment. L'usine de Sorgues emploie environ 40 personnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Recollement de la mise en demeure du 21 mai 2021

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS DE PRODUCTION D'ELECTRICITE ...	AP de Mise en Demeure du 27/05/2021, article 1	/	Sans objet
2	DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS DE PRODUCTION D'ELECTRICITE ...	AP de Mise en Demeure du 27/05/2021, article 2	/	Sans objet
3	DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS DE PRODUCTION D'ELECTRICITE ...	AP de Mise en Demeure du 27/05/2021, article 3	/	Sans objet
4	DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS DE PRODUCTION D'ELECTRICITE ...	AP de Mise en Demeure du 27/05/2021, article 4	/	Sans objet
5	DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS DE PRODUCTION D'ELECTRICITE ...	AP de Mise en Demeure du 27/05/2021, article 5	/	Sans objet
6	DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS DE PRODUCTION D'ELECTRICITE ...	AP de Mise en Demeure du 27/05/2021, article 6	/	Sans objet
7	Dispositions applicables aux installations à enregistrement et aut...	AP de Mise en Demeure du 09/10/2019, article 1	/	Sans objet
8	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	AP de Mise en Demeure du 09/10/2019, article 2	/	Sans objet
9	Stockages extérieurs	Arrêté Préfectoral du 18/07/2007, article 10.76	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des points mentionnés dans la mise en demeure de 2021 ont été contrôlés et s'avèrent tous aujourd'hui conformes à la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS DE PRODUCTION D'ELECTRICITE ...

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Photovoltaïque
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : -une fiche comportant les données utiles en cas d'incendie ainsi que les préconisations en matière de lutte contre l'incendie ; -une note d'analyse justifiant : -le comportement mécanique de la toiture ou des structures modifiées par l'implantation de panneaux ou films photovoltaïques ; -la bonne fixation et la résistance à l'arrachement des panneaux ou films photovoltaïques aux effets des intempéries ; -l'impact de la présence de l'unité de production photovoltaïque en matière d'encombrement supplémentaire dans les zones susceptibles d'être atteintes par un nuage inflammable et identifiées dans l'étude de dangers, ainsi qu'en matière de projection d'éléments la constituant pour les phénomènes d'explosion identifiés dans l'étude de dangers ; -la maîtrise du risque de propagation vers toute installation connexe lors de la combustion prévisible des panneaux en l'absence d'une intervention humaine sécurisée ; -les justificatifs démontrant le respect des dispositions prévues aux articles 31,32 et 37 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance en date du 18 mai 2022. Ce dossier (référence CACISE 180062 / Racise 03099-07) répond aux éléments mentionnés à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 mai 2021 à savoir : - la création d'une fiche comportant les données utiles en cas d'incendie - les éléments cités à l'article 30 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS DE PRODUCTION D'ELECTRICITE ...

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Photovoltaïque
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan schématique de l'unité de production photovoltaïque est apposé à proximité de l'organe général de coupure et de protection du circuit de production, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : Lors de la visite d'inspection nous avons pu constater la présence d'un plan schématique de l'unité de production photovoltaïque à proximité des organes généraux de coupure. Ce point est donc soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS DE PRODUCTION D'ELECTRICITE ...

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/05/2021, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Photovoltaïque
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant définit des procédures de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Ces procédures consistent en l'actionnement des dispositifs de coupure mentionnés à l'article 38. Les procédures de mise en sécurité définies à l'alinéa précédent sont jointes au plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les procédures de mise en sécurité et les plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30 sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas d'intervention.</p> <p>Constats : Les procédures de mise en sécurité des unités de production d'électricité photovoltaïques ont bien été intégrées dans le POI de l'établissement. L'exploitant nous indique manquer de personnels, d'équipiers d'intervention technique notamment, dédiés à la sécurité du site en raison de difficultés à recruter et à stabiliser les effectifs. Une campagne de formation de l'ensemble des personnels à la sécurité est envisagée pour palier à ces difficultés. L'inspection des installations classées recommande d'intégrer au POI un scénario d'intervention de nuit et de tester ce scénario lors d'un prochain exercice.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS DE PRODUCTION D'ELECTRICITE ...

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/05/2021, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Photovoltaïque
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Chaque unité de production photovoltaïque est dotée d'un système d'alarme permettant d'alerter l'exploitant de l'installation, ou une personne qu'il aura désignée, d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production photovoltaïque. Une détection liée à cette alarme s'appuyant sur le suivi des paramètres de production de l'unité permet de répondre à cette exigence. En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant procède à une levée de doute (nature et conséquences du dysfonctionnement) soit en se rendant sur place, soit grâce à des moyens de contrôle à distance. Les dispositions permettant de respecter les deux alinéas précédents sont formalisées dans une procédure tenue à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. En cas d'intervention de ces derniers, l'exploitant les informe de la nature des emplacements des unités de production photovoltaïques (organe général de coupure et de protection, façades, couvertures, etc.) et des moyens de protection existants, à l'aide des plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30.</p> <p>Constats : L'exploitant a mis en place un système d'alarme permettant d'alerter d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production d'électricité photovoltaïque. La surveillance du signal d'alarme est assurée par une société extérieure : Cyclop securite, contrat n°0026-04-19.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS DE PRODUCTION D'ELECTRICITE ...

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/05/2021, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Photovoltaïque
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque, la coupure du circuit en courant continu s'effectue au plus près des panneaux photovoltaïques. Dans le cas d'équipements photovoltaïques positionnés en toiture, ces dispositifs de coupure sont situés en toiture. Un voyant lumineux servant au report d'information est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production. Le voyant lumineux témoigne en toute circonstance de la coupure effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque, des batteries éventuelles et du circuit de distribution. La conformité aux spécifications du point 12.4 des guides UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ou UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence.
Constats : Lors de la visite d'inspection, nous avons pu constater l'installation de dispositifs de coupure du courant continu conformément à l'article 38 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS DE PRODUCTION D'ELECTRICITE ...

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Photovoltaïque
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque les onduleurs sont situés en toiture, ils sont isolés de celle-ci par un dispositif de résistance au feu EI 60, dimensionné de manière à éviter la propagation d'un incendie des onduleurs à la toiture. Lorsque les onduleurs ne sont pas situés en toiture, ils sont isolés des zones à risques d'incendie ou d'explosion identifiées dans l'étude de dangers, par un dispositif de résistance au feu REI 60. Un local technique constitué par des parois de résistance au feu REI 60, le cas échéant un plancher haut REI 60, le cas échéant un plancher bas REI 60, et des portes EI 60, permet de répondre à cette exigence.
Constats : Les onduleurs de l'installation de production d'électricité photovoltaïques sont isolés par des murs REI120 et une porte EI120 conformément l'article 39 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Ces dispositions constructives ont été confirmées par la présentation d'un dossier ouvrage exécuté de la société SIA en date du 5 mai 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dispositions applicables aux installations à enregistrement et aut...

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/10/2019, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
Constats : Les liquides inflammables sont stockés sur le rack extérieur prévu à cette effet. Aucune incompatibilité entre les produits stockés sur ce rack n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/10/2019, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
Constats : L'exploitant dispose d'un système d'information qui permet l'extraction des données relatives au stocks, à leur localisation et la compatibilité des matières présentes. L'inventaire a été présenté à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Stockages extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2007, article 10.7.6
Thème(s) : Risques accidentels, organisation des stockages extérieurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'îlotage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'un îlot de stockage à l'autre.
Constats : Une étude produite par le CNDP (Rapport n° CR 22 14075) concernant les flux thermiques générés par un incendie des îlots de stockage extérieurs de 33m x 33 m a été fournie à l'inspection des installations classées. Il en ressort que dans le cas le plus défavorable, le flux thermique engendré par un incendie dans ces conditions de stockage serait de 8 kW/m ² à une distance de 5 m. Il conviendra donc de laisser une distance minimale de 5 m entre îlots afin d'éviter une propagation de flammes entre îlots en cas d'incendie. Lors de la visite d'inspection nous avons pu constater que la distance entre îlots était supérieure à 5 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet